

Transférer plus de souveraineté à l'UE

Par **Isidore Beautrelet**, le **03/12/2018** à **15:19**

Bonjour

Je ne sais pas si vous avez entendu parler du passage du député LREM Aurélien Taché à l'émission "les Terriens du Dimanche" du 2 décembre, où il a dit être favorable à un transfert important de la souveraineté nationale au profit de l'UE.

Avant d'aller plus loin, il convient de préciser que c'est son opinion personnelle et que cela ne reflète pas forcément un projet du gouvernement. Cela dit, je n'ai pas pu m'empêcher de faire un lien avec le discours d'Emmanuel Macron devant le parlement européen où il a évoqué "une souveraineté européenne réinventée".

Je lance un débat pour savoir si vous êtes pour ou contre l'idée que la France renonce à une grande partie de sa souveraineté au profit de l'UE.

Pour ma part, je suis contre. La France a déjà suffisamment perdu dans le cadre de la construction de l'UE et on ne peut pas dire que cela a été vraiment efficace.

Tout d'abord avec l'espace Schengen. Il ne s'agit certes pas à proprement parler d'un transfert de souveraineté, mais la France a renoncé à l'une de ses prérogatives douanière au nom de la libre circulation.

Ensuite, la France a en partie transféré le pouvoir de battre monnaie à la BCE depuis l'instauration de l'€uro.

Enfin, notre hiérarchie des normes fait que le droit de l'UE l'emporte sur nos lois nationales (quoiqu'on pourrait légitimement invoquer que l'ensemble des pays membres ne respectent tout à fait le droit de l'UE, voir article 55 de la constitution, ce qui nous permettrait de ne pas le respecter non plus).

Et comme si cela n'était pas déjà suffisant, certains espèrent que la révision constitutionnelle en projet soit l'occasion de mettre plus d'Europe dans la constitution

https://www.liberation.fr/debats/2018/07/17/mettons-plus-d-europe-dans-la-constitution_1667117

On parle de la construction d'une armée européenne, soit disant pour se préparer à une invasion de la Russie. A terme cela pourrait conduire à un transfert du droit de lever des troupes à l'UE.

Ce qui fait que la France aurait une souveraineté plus que limitée.

Il ne manquerait plus que l'on cède à l'UE une compétence pour lever des impôts, et elle

deviendrait dans les faits un quasi Etat fédéral.

Vouloir faire plus d'Europe n'est pas la solution.

Les citoyens français avaient déjà refusé le projet de constitution européenne lors d'un référendum qui n'a pas été respecté.

La Suisse, la Norvège et l'Islande ont une économie assez satisfaisante alors même qu'elles ne sont pas dans l'UE.

Et je suis sûr que le Royaume Uni ne connaîtra pas le chaos après le Brexit.

Et vous quel est votre avis ?

Par **vongola**, le **03/12/2018** à **16:49**

Bonjour, je suis personnellement contre cette philosophie. Parce que à un moment, faut quand même reconnaître qu'entre l'idée romantique défendu par Jean-Monnet, et la réalité y'a un fossé.

On parle d'une entité qui depuis sa création n'a pas été foutu de se mettre d'accord pour savoir ou devrait siéger son parlement. ça fait des années qu'on balade le parlement européen entre Strasbourg et Bruxelles, avec un coût d'environ 20millions d'euros par ans juste parce que ces mecs n'arrivent pas à se mettre d'accord. Vous imaginez le scandale en France si l'assemblée national, se baladait entre Paris et Bordeaux ou je sais pas ou, tout ça aux frais du contribuables.

En plus, je vous rejoins totalement, l'état français a beaucoup faits, certains diront même trop faits. Personnellement moi je suis pour une renégociation des traités, pour qu'on puisse au moins retrouver la maîtrise de nos frontières, et qu'on arrête de nous faire croire qu'on pourra lutter efficacement contre la fraude fiscale en parlementant avec des états comme la Belgique, Chypre, ou encore le Luxembourg qui sont des paradis fiscaux.

Par **Isidore Beautrelet**, le **04/12/2018** à **07:47**

Bonjour

Je rejoins totalement votre analyse.

On nous vend d'abord l'UE comme la paix. Mais je pense que c'est plutôt la conséquence de la paix.

C'est parce qu'il n'y avait plus de haine entre les Etats européens qu'ils ont choisis de se regrouper.

A la limite la seule institution qui aurait joué un rôle dans le maintien de la paix c'est la CECA mais surement pas la communauté économique.

On nous dit que l'UE évite une course à la concurrence entre les États membres.

Cependant, il y a du dumping au sein même de l'UE : L'impôt sur les sociétés irlandais

(demandez à Google), l'impôt sur le revenu portugais (demandez à Pagny), sans parler du Luxembourg, Malte et Chypre qui sont des paradis fiscaux. Quant à la France, il y a un régime avantageux de report des déficits (Starbucks s'est lancé sur le marché français juste pour ça). C'est de bonne guerre. Vous ajoutez à cela la directive détachement des travailleurs qui est surtout utilisée par les pays d'Europe de l'ouest pour faire venir des travailleurs d'Europe de l'est

La montée des populistes dans les différents États membres est un message clair. Il faut revenir sur le concept d'Union européenne.

Par **Chris / Joss Beaumont**, le **06/02/2019 à 11:43**

Une nouvelle pépite de notre belle Europe, en passant.

On pourrait titrer comme suit : "L'Europe dynamite ses potentiels géants économiques, au profit de Pékin."

https://www.lepoint.fr/societe/siemens-alstom-bruxelles-s-apprete-a-dire-non-a-la-fusion-06-02-2019-2291633_23.php

Déprimant, je ne comprends pas que l'Europe puisse avoir son mot à dire dans la fusion de deux géants du secteur ferroviaire afin de créer un géant européen et acteur mondial économiquement parlant.

Cette décision potentielle doit faire rigoler nos amis Chinois.

Voilà encore les méfaits, à mon sens, de la volonté de nos technocrates européens, bien trop enclins à conférer plus de pouvoirs que nécessaire à une Europe décadente.

Par **Isidore Beautrelet**, le **06/02/2019 à 12:15**

Pour le coup, cette décision va ravir les syndicats français et belges qui craignaient des suppressions massives de postes suite à la fusion.

Cependant l'installation d'un géant chinois sur le marché aura des conséquences similaires voir plus catastrophiques.

On voit toute l'hypocrisie de la commission européenne qui interdit aux États membres de prendre des mesures qui viendraient freiner la libre concurrence ou l'investissement et qui en même temps (comme dirait l'autre) se permet de s'opposer à un projet de fusion.

La résignation de Bruno Le Maire démontre que les États membres sont soumis à la volonté de la Commission européenne quand bien même sa position soit néfaste pour l'économie. Encore une preuve, que nous avons déjà assez transféré de souveraineté à cette institution.

J'en profite pour relayer cet article <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-191698-opinion-tva-quelles-perspectives-2240195.php>

Là encore il nous faudra l'autorisation de l'UE.

Par **Isidore Beautrelet**, le **01/02/2020** à **10:14**

Bonjour

[quote]

Et je suis sûr que le Royaume Uni ne connaîtra pas le chaos après le Brexit.

[/quote]

J'écrivais cela il y a un peu plus d'un an.

De plus en plus d'économistes pensent également que le Royaume-Uni devrait largement tirer son épingle du jeu.

Georges Nurdin fait une comparaison intéressante avec Singapour

<https://www.capital.fr/entreprises-marches/brexit-on-les-avait-pourtant-bien-prevenus-1333824>

Les banques et entreprises qui ont commencés les démarches pour déplacer leur siège pourraient s'en mordre les doigts.

Par **Chris / Joss Beaumont**, le **01/02/2020** à **10:50**

Tout cela procède de la volonté d'une poignée d'avoir un État fédéral.

L'approche à avoir et même sûrement bien plus globale, les techniques de communication étant de plus en plus développées, il est difficile pour les politiques de se cacher comme avant, de magouiller ou bien de mener en solo leur politique inique.

De fait, quoi de mieux que de transférer un maximum à l'UE pour pouvoir se réfugier derrière lorsqu'il conviendra de serrer de plus en plus la ceinture, qui ira manifester à Bruxelles?

L'Europe est une aberration, mortifère, elle transforme tout ce qu'elle touche en cendres et ne fait qu'aggraver les problèmes, l'Europe, c'est l'Israël des années 50, on découpe, on assemble, on retire dans frontières sans prendre en compte les populations, les cultures, les mœurs, les caractéristiques sociales et petit à petit on essaie de gommer ce qui fait la France, ce qui fait l'Allemagne, ce qui fait l'Italie on uniformise.

On compare la campagne française à la campagne Allemande, on impose des normes aux TPE, calquée sur les multinationales européennes, on demande au petit boulanger dans son garage de se mettre aux mêmes normes que le géant de l'agro alimentaire du coin, on demande aux fromagers comtois d'en finir avec le comté au lait cru.

Concernant la défense, on a déjà des accords de coopération, on avait un régiment Franco/Allemand qui a été dissous, on devait avoir des programmes communs tels que l'Euro Fighter Typhoon qui finalement fût abandonné par les Français, car trop "pourris" ce qui donna le Rafale, la RAF qui devait aussi avoir l'EuroFighter a finalement jeté son dévolu sur des F/A-18 super hornet, la France devait en commander pour remplacer ses super étendras, mais les politiques s'en sont mêlée et on a poussé des rafales pas finies sur le pont du CDG, unique et pitoyable porte-avions français, hors d'âge, technologiquement dépassé, 6 mois de missions 18mois de cale sèche pour des questions de budget, l'État se bornant à cocher les cases imposées par Bruxelles.

Ça me rappelle un discours dont j'avais dit que le ton alarmiste était pour autant empreint d'une vision d'avenir d'une incroyable justesse.

C'était il y a 11ans, son auteur est critiquable, son analyse cependant, me semble d'une pertinence presque insolente pour l'époque tant elle est criante de vérité.

[quote]

"La crise est l'enfant naturel du mondialisme, idéologie idolâtrant la mondialisation au lieu de la contrôler quand c'était possible.

Sans différence de race mais, il y en aurait quand même qui auraient le droit de se maintenir dans leur intégrité là où d'autre seraient engagés à se métisser, sans différence de sexe ni de religion ou d'opinion, tous étant contraint par la loi et sous menace de sanction, de croire à l'antiracisme et de se soumettre)à la pensée unique, ces sorciers ont conduit le monde à la ruine, les peuples à la misère et demain peut-être, à la guerre.

L'UE a été un des vecteurs de cette catastrophe, sacrifiant à l'illusion qu'en unissant des faiblesses et en collectivisant les peuples nous arriverions créer un État sur le modèle américain sans voir ou en l'espérant la suppression des frontières, la perte de la souveraineté politique, militaire et monétaire en brisant le ressort national.

Finis les fromages au lait cru, réputés impropres à la consommation.

Élite corrompue et dominée par la dictature de la pensée unique, dans le même temps où se décomposent les grands services publics dans la pression intérieure et la pression extérieur, armée, moralité publique se dégradent sous l'impact des moyens modernes de communication tels que la TV et internet.

On détruit nos traditions locales, culturelles, culinaires, notre façon de vivre, pour mieux nous rendre identiques en tout point du globe et nous satisfaire des standards de consommation

pour vivre dans le nouvel ordre mondial.

La politique de suppression de nos frontières physiques, commerciales, culturelles, migratoires et sanitaires, n'est pas tombée du ciel, c'est l'UE qui l'a mise en œuvre, les français l'ont refusée le 29 mars 2005, on nous la ressortie en 2007, en se passant bien cette fois, de demander aux français leur aval.

Il fallait abrutir les peuples par la publicité et le nivellement par le bas pour mieux défendre et promouvoir une Europe monde ouverte au dumping monétaire et social pour attirer les pays à bas coûts de production et d'entretien de main d'œuvre."

[/quote]

Par **Isidore Beautrelet**, le **01/02/2020 à 11:14**

Qui est l'auteur de ce discours ? C'est en effet criant de vérité !

Pour en revenir au Brexit, l'attitude du gouvernement écossais me fait bien rigoler. Ils veulent l'indépendance pour rejoindre l'UE. Bref, ils veulent acquérir une souveraineté juste pour pouvoir se soumettre à l'UE.

Par **Chris / Joss Beaumont**, le **01/02/2020 à 11:35**

Il s'agit du discours prononcé par Jean-Marie Le Pen à la convention sur la mondialisation d'Arras en 2009.

J'ai réussi à en retranscrire une partie de mémoire (dire s'il m'avait marqué ce discours).

Pour sa version semi-complète c'est ici : (qualité époque évidemment et pardon pour la vidéo dont je ne maîtrise pas la mise en scène ou le titrage, je n'ai pas réussi à retrouver ça sur l'INA).

(Postant depuis mon smartphone je n'ai pas accès aux balises URL pour la vidéo je m'en excuse, j'éditerais cela à mon retour).

https://youtu.be/XV13CVcf_os

Concernant l'Ecosse c'est en effet très risible, sauf à ce qu'après l'obtention de l'indépendance ils fassent chemin solitaire comme le R.U ..?

Par **Isidore Beautrelet**, le **01/02/2020** à **12:52**

[quote]

sauf à ce qu'après l'obtention de l'indépendance ils fassent chemin solitaire comme le R.U ..?

[/quote]

Non non ! Les indépendantistes écossais sont pro UE !

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/ecosse-strugeon-demande-au-gouvernement-britannique-un-referendum-d-independance-20191219>

Par **vongola**, le **01/02/2020** à **13:07**

Bonjour, pour le cas de l'Ecosse c'est toute la situation qui est ridicule. D'un côté les pro Brexits qui nous expliquent qu'ils voulaient retrouver leur souveraineté loin de Bruxelles, et en même temps le gouvernement Britannique refuse simplement l'idée d'un référendum dans cette région, et l'Ecosse qui demande son indépendance pour rester dans l'UE. Quoique pour le cas de l'Ecosse la souveraineté signifie aussi décider de confier ses compétences à quelqu'un donc à la limite c'est pas juridiquement contradictoire. Cela nous rappelle qu'il ne faut jamais oublier cette formidable citation dont j'ai oublié l'auteur "l'Etat est un monstre froid".

Pour ce qui est des conséquences du Brexit, la vérité c'est que pour l'instant tout n'est que spéculation, l'Angleterre à bout être la deuxième puissance économique européenne, ils vont devoir apprendre à cohabiter avec un géant économique, et surtout avec la Chine et les Etats-unis. D'ailleurs il y'a une crainte des anglais d'avoir quitter l'influence de Bruxelles pour se retrouver sous la coupe des USA.

Maintenant que les anglais n'y sont plus ça va être intéressant de voir quelle direction l'Europe va prendre, et pour ce faire il va falloir attendre de voir comment cela va se traduire politiquement dans les différents Etats-membres, car pour sûr que l'union européenne va peser dans les prochaines échéances nationales. En espérant que si un parti pro "Frexit" arrive au pouvoir qu'il soit mieux préparé que les anglais, c'est pas le tout de vouloir retrouver sa souveraineté il faut également en être préparé et sérieusement préparé, et ça implique de rentrer dans le fond des choses.

Par **Isidore Beautrelet**, le **01/02/2020** à **14:47**

[quote]

Maintenant que les anglais n'y sont plus ça va être intéressant de voir quelle direction l'Europe va prendre,

[/quote]

On craint déjà une baisse de la PAC. En effet, pour compenser le départ du Royaume-Uni qui est un contributeur net

[quote]

La solution préconisée par l'ancien commissaire au Budget Gunther Oettinger est d'une part d'augmenter la contribution des Etats membres, **et d'autre part de tailler dans les politiques traditionnelles de l'UE (cohésion, agriculture)** pour financer un budget plus "moderne" avec de nouvelles priorités (environnement, sécurité, migrations, défense).

[/quote]

Et j'imagine déjà l'hypocrisie des différents présidents ou chefs de gouvernements lorsqu'ils devront répondre aux agriculteurs : "si vous percevez moins, c'est à cause du Brexit"

<https://www.capital.fr/entreprises-marches/le-brexit-va-plomber-le-budget-de-lunion-europeenne-1360976>

[quote]

En espérant que si un parti pro "Frexit" arrive au pouvoir qu'il soit mieux préparé que les anglais, c'est pas le tout de vouloir retrouver sa souveraineté il faut également en être préparé et sérieusement préparé, et ça implique de rentrer dans le fond des choses.[/quote]
Exactement !

Quitter l'UE pour quitter l'UE, ça n'a pas grand intérêt.

C'est pour cela que j'ai tendance à soutenir plus Philippot qu'Asselineau.

Asselineau est trop évasif sur le programme qu'il appliquera après le Frexit.

Il justifie cela par le fait qu'il veut rassembler et donc il ne veut pas se prononcer sur des sujets clivants.

Tandis que Philippot n'hésite pas à se prononcer sur tel ou tel sujet et à exposer son programme.

Quoiqu'il en soit, je pense qu'un Frexit serait beaucoup plus compliqué à mettre en place que le Brexit, tout simplement parce qu'il nous faudra aussi sortir de l'Euro et remettre en place une monnaie nationale (car sortir de l'UE en gardant l'Euro c'est possible [*le Monténégro et le Kosovo utilise l'Euro alors même qu'ils ne sont pas dans l'UE*], mais ça n'a aucun intérêt !). Cependant, ce n'est pas insurmontable !

Par **Isidore Beautrelet**, le **05/02/2020** à **11:47**

Bonjour

Dernière lubie d'un député allemand de la CDU : européanisation de l'arsenal nucléaire de la France

https://www.capital.fr/economie-politique/un-depute-allemand-veut-que-la-france-partage-ses-armes-nucleaires-avec-lallemagne-1361430#noref=eaa1b2d51d36b59855c211d4ad687802&utm_campaign=20200205&utm_medium=ema

[cap-bourse](#)

Encore une fois ce n'est que l'opinion d'un parlementaire allemand.
Mais si la France faisait ça, ce serait une véritable humiliation !

Par **Yzah**, le **06/02/2020** à **12:22**

Après tout, il a été question d'eupéaniser notre siège du Conseil de sécurité de l'ONU, plus rien ne m'étonnera après ça...

Par **Chris / Joss Beaumont**, le **06/02/2020** à **16:23**

Il est nostalgique de l'époque où père Hitler a failli se doter de l'arme atomique le petit rigolos ?

Il pense que l'arme nucléaire c'est un paquet de tagada à partager entre potes ?

Partager ça, c'est partager un des secrets les plus dangereux de la sécurité nationale, c'est divulguer à d'autres qu'à la nation des emplacements stratégiques, des données cruciales sur nos capacités, c'est réduire à néant notre dissuasion.

Par **Isidore Beautrelet**, le **19/02/2020** à **09:16**

Bonjour

Il n'y a pas très longtemps j'avais créé un sujet où j'évoquais un projet de la Commission européenne pour réintroduire les farines animales pour nourrir le bétail

<https://www.juristudiant.com/forum/la-commission-europeenne-souhaite-autoriser-les-farines-animales-pour-l-alimentation-du-betail-t33946.html>

J'en concluait

[quote]

Cela démontre que l'UE n'est ni plus ni moins qu'un traité de libre échange que l'on a "personnifié" en créant des institutions dotées d'importants pouvoirs, suite à l'abandon d'une part de leur souveraineté par les États membres.

Le sacrosaint discours de "L'UE c'est la paix" apparaît encore plus ridicule, quand on voit que la commission semble mettre la liberté du commerce et de l'industrie, au-dessus du principe de précaution et de la santé publique !

[/quote]

Et bien dernièrement l'UE a également démontré qu'elle était plus du côté des compagnies aériennes que des voyageurs. En effet, une directive prévoit de durcir les conditions

d'indemnisation en cas de retard d'un avion. Pour les vols de plus de 3 500 Km, la durée de retard pour prétendre à indemnisation passera de 3 à 5 heures. Et cela ira jusqu'à 12 heures pour les vols de plus de 6000 km.

https://www.capital.fr/economie-politique/vols-retardes-vers-un-durcissement-des-indemnisations-pour-les-voyageurs-1362569#nlref=eaa1b2d51d36b59855c211d4ad687802&utm_campaign=20200219&utm_medium=ema-cap-matinal-e-co

Par **Isidore Beautrelet**, le **07/05/2020** à **13:07**

Bonjour

Le Tribunal constitutionnel fédéral de Karlsruhe vient de rendre une décision qui risque de faire trembler l'Union européenne

<https://www.la-croix.com/Economie/Lultimatum-cour-supreme-allemande-Banque-centrale-europeenne-2020-05-05-1201092750>

Tout d'abord, il a donné à la BCE un ultimatum de trois mois de faire un rapport détaillé sur l'efficacité de sa politique de rachats massifs d'obligations et sur sa légalité vis-à-vis du droit européen (la BCE étant compétente en matière de politique monétaire, or le Tribunal fédéral estime que le rachat massif d'obligation est d'avantage une politique économique). Faute de quoi, la Bundesbank allemande ne participera à ces plans de rachats massifs (et notamment celui lié à la crise du COVID-19).

Mais aussi et surtout

[quote]

Les juges ne s'estiment pas liés par la décision précédente de la Cour de justice de l'UE, qui avait validé en 2018 les programmes d'achats de titres publics.

[/quote]

Autrement dit, ils rejettent une décision de la CJUE, ce qui à ma connaissance n'était encore jamais arrivé.

Est-ce finalement l'Allemagne qui va être à l'origine de la fin de l'Union européenne ou du moins de la zone euro ?

Par **vongola**, le **07/05/2020** à **22:52**

Ne faisons pas de conclusions hâtives, ça va bientôt faire 5 ans que l'Angleterre est censé quitter l'UE. On dirait un étudiant qui refuse de quitter le nid familiale sans faire tous les placards pour être sur de ne rien oublier ?. De toute façon l'UE actuelle ne marche pas vraiment, et quel autre pays que l'Allemagne peut la bousculer pour qu'elle se remette réellement en cause. Mais de manière générale je me demande si on n'est pas entrain de vivre une crise du multilatéralisme. Depuis le début de cette crise, le conseil de sécurité de l'ONU ne s'est pas réunit une seule fois pour parler du Cov-19 ! Forcément quand c'est la Chine qui préside les débats ça complique tout. Et pour ce qui est de l'UE on a une nouvelle fois eux la preuve que c'est l'Allemagne qui mène la danse, sans son soutien la France n'arrive pas à convaincre.

Par **Isidore Beautrelet**, le **08/05/2020** à **08:58**

Bonjour

Je suis d'accord avec ton analyse.

Mais il faut bien imaginer que si l'Allemagne ne participe à la politique de rachat d'obligations de la BCE, c'est le tout le plan européen de crise du COVID-19 qui sera remis en question. Et certains Etats risquent de ne pas lui pardonner (je pense notamment à l'Italie et au Portugal dont les chefs d'Etat ont récemment tenu des propos très durs à l'encontre de l'Allemagne).

Par **LouisDD**, le **12/05/2020** à **16:54**

Bonjour

Je relaye ici un intéressant article du Club des Juristes au sujet de l'arrêt de la cour constitutionnelle allemande du 5 mai 2020 :

<https://www.leclubdesjuristes.com/blog-du-coronavirus/que-dit-le-droit/la-bce-et-la-cour-constitutionnelle-allemande-comprendre-larret-du-5-mai-de-la-cour-constitutionnelle-allemande/?amp>

Bonne chance pour la lecture (c'est un peu long), mais les nuances sont instructives, surtout sur le point de savoir si c'est réjouissant pour les eurosceptiques.

Par **Isidore Beautrelet**, le **13/05/2020** à **09:05**

Bonjour

[quote]

surtout sur le point de savoir si c'est réjouissant pour les eurosceptiques.

[/quote]

J'ai relu l'article deux fois et l'auteur est plutôt neutre sur ce point

[quote]

Mieux ou pire, l'arrêt serait l'oracle pour les Eurosceptiques d'une mort tant de fois annoncée de l'Union ou alors le signe pour les Europhiles d'un besoin accru d'intégration.

[/quote]

Bref, son analyse ne va ni dans le sens des eurosceptiques ni dans celui des europhiles.

Mais mine de rien on voit qu'il est assez critique envers la décision de la Cour de Karlsruhe notamment lorsqu'il dit :

[quote]

On peine cependant à voir en quoi en adoptant le PSPP, la BCE aurait méconnu d'une façon si grave le Traité que la doctrine de l'*ultra vires* serait applicable d'autant que la Cour de justice avait admis la validité de la décision en cause. On ne voit pas non plus en quoi la Cour de justice n'a pas exercé son office juridictionnel en restreignant son contrôle.

[...]

On ne voit pas en quoi la Cour de justice est habilitée à substituer son appréciation des effets de décisions de politique monétaire sur la stabilité des prix à celle de la BCE, d'autant que cette dernière a par des multiples supports explicité son raisonnement.

[/quote]

On comprend que la Cour de Karlsruhe vient plus défendre les intérêts financiers de l'Allemagne que la bonne application des traités européens.

Si bien que la Commission Européenne songe à déclencher une procédure d'infraction à l'encontre de l'Allemagne <https://www.capital.fr/economie-politique/lallemagne-bientot-attaquee-en-justice-par-lunion-europeenne-1369606>

Sans compter qu'au même moment, l'Allemagne est en train de mettre en place une aide financière massive pour ses grandes entreprises potentiellement en contradiction avec le principe européen de concurrence non faussée.

https://www.capital.fr/entreprises-marches/lallemagne-aide-massivement-ses-grandes-entreprises-levee-de-boucliers-en-europe-1369783#nlref=eaa1b2d51d36b59855c211d4ad687802&utm_campaign=20200512&utm_medium=ema

[cap-soir-eco](#)

Elle tend le bâton pour se faire battre ?

Pour résumer, cette décision va forcément avoir un impact sur les relations entre les États européens.

Il y a déjà la Pologne qui compte s'en inspirer. https://www.liberation.fr/planete/2020/05/13/l-europe-defiee-par-les-juges-allemands-la-pologne-s-en-rejouit_1788152

Par **Isidore Beautrelet**, le **14/05/2020** à **09:21**

Les tensions commencent déjà

https://www.capital.fr/entreprises-marches/la-bce-nest-pas-le-maitre-de-lunivers-senerve-la-cour-supreme-dallemagne-1369879#noref=eaa1b2d51d36b59855c211d4ad687802&utm_campaign=20200513&utm_medium=email
[cap-soir-eco](#)

Par **LouisDD**, le **14/05/2020** à **10:29**

Les enseignements de Droit européen n'en seront que plus intéressants !

Par **Isidore Beautrelet**, le **14/05/2020** à **10:53**

Ah ça oui !

Cette épisode donnera forcément lieu à discussion.

Par **Isidore Beautrelet**, le **20/05/2020** à **13:15**

[quote]

Il ne manquerait plus que l'on cède à l'UE une compétence pour lever des impôts, et elle deviendrait dans les faits un quasi Etat fédéral.

[/quote]

On y arrive !

<https://www.youtube.com/watch?v=H0pwAThx0aE>

Par **Isidore Beautrelet**, le **12/05/2023** à **12:46**

Bonjour

Un peu d'actualité pour relancer ce débat :

[quote]

Pour recevoir sa part des fonds européens au titre du plan de relance de l'Union européenne, la Belgique doit avancer sur sa réforme des retraites, une question épineuse qui n'a toujours pas été résolue à ce jour.

[/quote]

<https://www.euractiv.fr/section/politique/news/belgique-la-reforme-des-retraites-bloque-les-fonds-du-plan-de-relance-de-lue/>

Par **Isidore Beautrelet**, le **13/11/2023** à **08:46**

Bonjour

Dans mon premier message de ce sujet qui date de 2018 j'écrivais notamment

[quote]

On parle de la construction d'une armée européenne, soit disant pour se préparer à une invasion de la Russie.

[/quote]

Le sujet est de nouveau sur la table

<https://www.euractiv.fr/section/commission-europeenne/news/les-pays-bas-souhaitent-creer-un-poste-de-commissaire-europeen-a-la-defense/>

Par **Isidore Beautrelet**, le **16/11/2023** à **07:25**

Aujourd'hui, je lis plusieurs articles sur le projet de règlement européen qui envisage d'interdire les emballages en bois. Les eurodéputés français se réjouissent d'avoir réussi à faire voter un amendement qui prévoit une exception pour les boîtes de fromages (Camembert et Mont d'Or).

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/union-europeenne/les-eurodeputes-francais-volent-au-secours-des-boites-de-camembert-en-bois_AD-202311150596.html

<https://actu.orange.fr/societe/environnement/les-boites-de-camembert-ne-seront-pas-concernees-par-l-interdiction-des-emballages-magic-CNT0000029jpjX.html>

L'amendement "Camembert" est utilisé pour rassurer.

Sauf que pour les autres produits utilisant un emballage en bois, cette interdiction sera bien effective si le règlement est voté.

Ma question : par quoi vont-ils remplacer le bois ?

Du plastique sans doute ! ?